

TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

● *L'exemple est venu de haut*
Page 2

● *Le dossier de la trahison*
Page 2

● *L'action du P.S.U.*
Page 3

● *En France, le 24 Avril*
Pages 6 et 7

Une grande victoire !

C'EST une grande victoire, une grande victoire du peuple !
C'est, après tant de reculs et d'échecs, un coup d'arrêt aux forces de subversion militaires qui, depuis des années, prétendent dicter leur loi à la nation. Pour ceux, comme nous, qui n'ont jamais désespéré du peuple, quel encouragement ! Et pour les autres, pour les capitulards de Mai 58, aujourd'hui valets du pouvoir, quelle leçon ! Devant l'émeute, il faut faire front et non pas transiger, faire confiance aux travailleurs, non les décourager.

Ceux-là même qui, pactisant en 58 avec l'armée insurgée, démoralisèrent le peuple, s'émerveillent aujourd'hui de la fermeté du pouvoir. En vérité de Gaulle n'a été fort que de l'énergie des masses qu'il a, — nécessité faisant loi — contribué à libérer.

C'est un mérite que nous ne lui contestons pas, mais les travailleurs ont eu raison de compter d'abord sur eux-mêmes, sans illusions, sur un « jacobinisme » qui leur refusait des armes à l'heure du plus grand péril.

Au surplus les mérites d'aujourd'hui n'effacent rien des responsabilités de ceux qui ont si longtemps toléré la cabale des officiers, couvert le scandale des tribunaux militaires, ignoré le plastic des ultras, qui ont si longtemps éludé la paix avec l'Algérie au risque de nous acculer à la guerre civile en France.

Comme nous avons raison de dénoncer sans cesse l'extrême danger du pourrissement de la guerre, d'alerter sur l'affreux exemple du succès de la subversion militaire, de ne pas faire confiance à la stabilité d'un régime vidé de toute sève démocratique ! En quelques heures, la façade de l'autorité a vacillé et menacé de s'effondrer. Terrenoire en a fait lui-même l'aveu stupéfiant.

Mais le peuple s'était retrouvé !

Du délabrement de Mai 58 au puissant sursaut d'aujourd'hui, qu'on mesure le chemin parcouru. Qu'on mesure l'énergie cette fois des organisations populaires, comment en quelques heures la riposte fut concertée et organisée, comment en deux jours la France fut en grève et dans la rue contre la rébellion. Quel réconfort pour ceux qui n'ont ménagé ni leur peine, ni leur temps à refaire les forces dispersées de la démocratie, à lui donner une base nouvelle, le front des travailleurs groupés dans leurs organisations syndicales et politiques, à rendre à l'action tous ceux qu'en avaient éloignés tant d'écoeuvrantes défaites et d'infâmes trahisons.

Quelle justification pour ceux qui ont porté tant d'attention et tant d'efforts, au mépris des railleries et des poursuites, à éclairer les jeunes du contingent sur leur devoir, à leur rappeler leur solidarité avec leur peuple, à leur inspirer la colère contre la tyrannie de la caste militaire. Nous avons raison quand, seuls en tant que parti, nous en appelions à la solidarité des travailleurs avec ceux des soldats qui, par des formes diverses, exprimaient leur refus d'une sale guerre faite par de sales moyens, corrupteurs de la jeunesse et de la Nation, quand nous les préparions à l'épreuve dont ils ont magnifiquement triomphé : par leur révolte contre les chefs factieux, les soldats du contingent ont porté un coup mortel à la rébellion.

C'EST le courage et la persévérance du Parti Socialiste Unifié qui lui ont valu, dans les jours d'épreuve, la confiance des milliers et des milliers de travailleurs, de jeunes, de démocrates, venus dans nos sections, offrir leurs forces pour défendre la liberté. C'est notre obstination, aussi, à souder le front sans faille des organisations antifascistes. Dès la première heure samedi jusqu'à la nuit dernière, nos fédérations et la direction du Parti elle-même ont multiplié les efforts pour que tombent les exclusives des uns, que cessent les initiatives unilatérales des autres.

Il va falloir poursuivre, forts de la confiance que ranime le succès, conscients de la hargne et de la peur de nos ennemis communs.

Voyez-les déjà, dès ce matin, amorcer l'éternelle litanie de l'apaisement, de la « réconciliation nationale », en attendant, demain, celle de l'amnistie. Il n'est qu'une chance de ne pas glisser vers de nouveaux revers et d'élargir la victoire, c'est, dès maintenant, d'attaquer sans répit les ennemis de la paix et de la démocratie.

Il faut que la paix soit faite, sans plus attendre, avec l'Algérie indépendante.

Il faut, par des mesures irréversibles, débarrasser la nation du chancre qui la rongeaient : il faut dissoudre les unités spécialisées de l'armée de métier, châtier de façon exemplaire les officiers factieux, mettre hors d'état de nuire leurs complices, en premier lieu l'état-major du « colloque de Vincennes », les Soustelle, Bidault, Morice et consorts.

Il faut que les complices honteux des ultras, les fascistes du Conseil Municipal de Paris et leurs chefs, les Duchet et les Pinay soient démasqués.

Il faut faire sortir de prison les patriotes algériens et les démocrates français.



(M. Dellus - Libération)

A la Régie Renault, l'unité « sur le tas ».

Il faut revenir enfin, et sans tarder, à une pratique politique plus démocratique où puisse s'exprimer la volonté du peuple et qui satisfasse, n'en déplaise à Debré, les intérêts légitimes des travailleurs. Le peuple, dont l'intervention fut décisive, ne permettra pas que le pouvoir se serve de l'événement contre ses libertés et ses conditions d'existence. La menace est assez claire pour exiger la plus grande vigilance et les plus fermes ripostes.

Voilà ce que les travailleurs, les démocrates doivent dire dès aujourd'hui. Voilà ce qu'ils sauront faire entendre le 1^{er} mai, partout où, rejetant les démonstrations séparées, ils imposeront un 1^{er} mai d'union réelle, un 1^{er} mai de la victoire sur le fascisme militaire et de la paix immédiate.

Jean POPEREN

Une victoire popu

Ce n'est pas un hasard si un homme comme Fidel Castro a décidé de choisir la date du 1^{er} Mai pour proclamer Cuba « République socialiste démocratique ». C'est comme on l'a dit, que le 1^{er} Mai a été tour-à-tour — ou à la fois — une démonstration, une commémoration, une fête et une affirmation.

Jaurès, quant à lui, définissait le Premier Mai comme « l'affirmation de l'universelle entente des travailleurs » et sans doute est-ce là sa signification authentique. Paul Brousse ne disait-il pas que cette journée « unissait extérieurement des socialistes intérieurement divisés » ? Mais bien du chemin a été parcouru, de la revendication révolutionnaire de la journée de huit heures à l'annuelle cueillette du muguet en forêt.

Où, les travailleurs d'aujourd'hui, habitués au chômage légal, imaginent mal le sacrifice que représentait pour leurs grand-pères et leurs pères le chômage volontaire marquant cette journée de classe.

Aux matraques de la police succédait alors la répression patronale. « Le Premier Mai suit presque toujours la date d'un changement de patron », disait Oreste Capocci...

Pour les huit heures

Si la revendication de la limitation de travail est fort ancienne (le socialiste anglais Owen en 1817, la révolution parisienne de 1848 et la Première Internationale en 1864 s'en sont préoccupés), le Premier Mai toutefois n'est pas né en Europe. C'est aux Etats-Unis, en 1886, que furent liés pour la première fois — et dans le

sang — le mouvement pour les 8 heures et la grève générale à la date du Premier Mai, « jour qui correspondait en Amérique du Nord à la pratique des engagements de travail » (Maurice Dommanget. Histoire du Premier Mai, S.U.D.E.L. 1953).

L'épopée du Premier Mai commençait. En France, pour reprendre une définition connue « le premier Premier Mai eut lieu en février ». C'était en 1889, le 10 février exactement. Ce jour-là, à l'appel des Chambres syndicales, des milliers d'ouvriers se rendirent dans les préfectures pour remettre des motions réclamant les huit heures. Ce n'est que l'année suivante qu'on harmonisa, à l'échelle internationale, le principe d'une journée revendicative sur la plate-forme des huit heures. La tradition du Premier Mai était née. Mais l'objectif n'en était pas atteint pour autant. Les événements sanglants de 1886 aux Etats-Unis eurent en France leur équivalent en 1891 : Fourmies fut le Chicago français.

Ce petit centre textile du Nord fut occupé par la troupe dès la nuit du 30 avril. Pendant toute la journée du Premier Mai, les militaires se livrèrent à d'innombrables provocations, arrêtant notamment plusieurs ouvriers. Mais laissons ici la parole à Maurice Dommanget : « Vers six heures arrive une bande de deux cents jeunes gens et femmes. En tête se trouve Marie Blondeau, une tisseuse de dix-huit ans qui balance une grande branche d'aubépine que son fiancé lui a donnée, tandis qu'agit un drapeau tricolore, le jeune Edmond Giloteaux, dix-neuf ans, conscrit de l'année. Ils veulent aller demander au maire la libération d'anciens prisonniers promise pour cinq heures. Sur l'ordre du commandant Chapus, les soldats croisent la baïonnette. Jet de

pierres. Et soudain, sans sommation, sans roulement de tambour, en violation des principes de la loi, les fusils se lèvent : « Feu ! » 10 personnes sont tuées, soixante dix blessées. L'émotion est profonde dans le pays. A la Chambre les socialistes interpellent. La majorité réactionnaire refuse une commission d'enquête. A la tribune Clémenceau met en lumière l'importance du Premier Mai : « Messieurs, n'avez-vous pas été frappés en lisant les journaux de voir cette multitude de dépêches envoyées de tous les points de l'Europe et de l'Amérique, mentionnant ce qui s'est fait ou dit le Premier Mai dans tous les centres ouvriers ? ». L'Eglise elle-même est contrainte de prendre publiquement position. »

Des hauts et des bas

Il y a maintenant soixante dix ans de cela. Depuis, le Premier Mai a connu bien des hauts et des bas. De 1892 à 1905, en raison des pressions officielles et patronales, le Premier Mai piétine. Mais la courbe remonte en 1906 grâce à un travail de préparation méthodique de la C.G.T. Le mouvement direct pour les Huit Heures prend une force encore jamais atteinte. La bourgeoisie s'effraie à nouveau et réprime les manifestations. Désormais, chaque année le Premier Mai, affirmant son caractère de classe est l'occasion de heurts violents entre les ouvriers et les instruments de domination de la bourgeoisie, la Police et l'Armée.

Evidemment, la première guerre mondiale marque un effondrement de cette journée de lutte. Pourtant, peu à peu, malgré l'état de siège, la cen-

Les travailleurs ont répondu par l'affirmation de leur volonté de résister à plus, partait d'Alger, — pour se tenir empêcher que soient une fois de plus joué un rôle décisif dans l'échec.

Si cette mobilisation a pu être d'une telle résolution devant les difficultés réelles traditionnelles qui s'est forgée au cours des victoires. Dans cette histoire, la journée internationale des travailleurs —, a vu naître ici les origines et l'évolution

sure et l'Union Nationale, le Premier Mai reprend son véritable aspect pour aboutir, avec la révolution russe, au retentissant Premier Mai de 17. Ce n'est pourtant qu'après la guerre que le prolétariat arrache les fameuses « Huit Heures » et un commencement de législation internationale du Travail : les « Premier Mai » de 1919 et 1920 sont de grandes journées.

Hélas, c'est la double scission politique et syndicale, et l'apparition du fascisme en Italie. A nouveau le Pre-



(Keystone)
Jean GUEHENNO

...C'ETAIT quelque chose de grand qu'une grève ouvrière en 1906. On n'en a guère idée aujourd'hui que la guerre entre les classes s'est en quelque sorte normalisée, réglementée. C'était une affaire de pain, bien sûr, mais autant une affaire d'honneur, un dur combat. On savait qu'on aurait faim. On prenait un effroyable risque. Fût-on vainqueur, quelque chose serait perdu : des journées de travail et de paye qu'il ne serait pas question de retrouver. Personne n'y eût même pensé, car cette perte et la souffrance qui en résulterait devaient être le prix même de la victoire.

Cette fois, ce ne fut pas une grève à proprement parler, mais ce qui, pour la conscience ouvrière, était pire, un « lock-out » décidé par les patrons. On commençait par la défaite et par la honte. On n'allait pas de soi-même à la bataille, on y était contraint. On était mis dehors. On s'entendait signifier qu'on était inutile et qu'on pouvait rester dehors, et cela jusqu'à ce qu'on eût assez faim et qu'on fût assez obéissant et sage...

...La vraie question était pour le syndicat patronal de briser cette force ouvrière qui commençait de monter et de trouver sa conscience et son

Avec l'autorisation gracieusement accordée par l'auteur, nous sommes heureux de présenter à nos lecteurs une très belle page extraite du dernier livre de Jean Guéhenno : *Changer la vie* (1). L'extrême sobriété, la force émouvante du récit nourrira la méditation de tous ceux pour qui le combat social demeure non seulement une bataille permanente mais encore, et au premier chef, une affaire de conscience. Que Jean Guéhenno trouve ici l'expression de notre sincère gratitude.

T. S.

unité. La grande masse des familles après quelques semaines, fut absolument sans moyens de vie et ce fut une cruelle guerre civile.

...Donc, les huit mille ouvriers se trouvèrent dehors, les bras ballants pour la journée entière, dans ces mois mêmes où d'ordinaire on travaillait plus que jamais, jusqu'à des onze heures par jour. Rien n'est pénible à qui habituellement travaille comme de ne rien faire. Les fins de semaine revinrent sans qu'il y eût jamais de paye. Les femmes commencèrent d'accuser leurs hommes de paresse. Les secours dérisoires distribués par les syndicaux se réduisirent bientôt à rien. La chance était de découvrir un boulanger qui acceptât de vous vendre du pain à la coche, à crédit. Mais les tailles, au bout d'un mois, furent si longues, de vrais bâtons, qu'on n'obtint plus de crédit. Les châtaignes, cet hiver-là, plus que jamais furent une providentielle ressource. Tous les enfants coururent les vieux chemins et les firent sauter de leurs bogues à grands coups de sabot.

La ville devint triste. Son silence avait changé : c'était le silence de la peur...

...La grève de Fougères se développait désormais sous les yeux de toute la France. Le mercredi 9 janvier 1907

UNE GRÈVE EN

fut la journée la plus horrible. Le syndicat patronal, imaginant que les révoltes avaient maintenant assez souffert et que l'heure de la soumission était peut-être venue, avait décidé de tenter ce jour-là une réouverture des usines. Le gouvernement s'en mêla. Le préfet envoya quatre cents gendarmes. Le maire en eût voulu deux cents de plus. Les députés socialistes qui étaient venus pour les grandes prières rituelles télégraphièrent à Viviani et à Clémenceau pour protester contre ces mesures qui semblaient une provocation. De grands noms intervenaient dans l'histoire d'un obscur et anonyme malheur.

Le mercredi matin à 9 heures, tou-

te la ville fut dans la rue : les grévistes naturellement qui avaient organisé des cortèges, mais aussi tous les autres, par curiosité. 753 ouvriers se présentèrent et entrèrent dans les usines sous la protection des gendarmes. J'étais de toute mon âme avec les grévistes, mais un de mes plus lourds souvenirs est ce que j'ai pu voir ce jour-là, et aujourd'hui encore je me sens plein de chagrin à la pensée de quelques-uns de ces « jaunes » dont on eût dit qu'ils s'étaient mis hors de l'humanité. Il leur avait fallu du courage pour entrer. Il leur en fallut plus encore quand ils durent sortir, à midi. A la porte de l'usine, les gendarmes les protégèrent. Mais ils avaient à faire tout le chemin de l'usine à



(Archives)

« Une affaire de pain, bien sûr, mais autant une affaire d'honneur... »

aire :

millions à l'appel de leurs organisations pour tentative de coup de force qui, une fois de prêts à faire face à toute éventualité — pour renvoyées les négociations avec le G.P.R.A. Ils des fascistes militaires,

possible, si les travailleurs ont fait preuve gers, c'est qu'il y a dans le peuple français une ours de luttés où ont alterné les échecs et les urnée du 1^{er} Mai, — journée de la solidarité tenu une place éminente. Nous rappelons briè- de cette manifestation.

mier Mai recule. Pourtant, tout n'est pas perdu. La tradition est si profondément enracinée dans la mentalité ouvrière, que presque tous les chefs fascistes essaient de se l'approprier, en la détournant, bien entendu, de sa signification. Et ce sont ces sinistres mascarades où les travailleurs, de corvée de Premier Mai, défilent derrière les troupes pour ne célébrer en fait que leur enchaînement.

En France, le Front Populaire exalte la tradition : Premier Mai 1936,



A la Bourse du Travail, en 1906 : pour la première fois, les « 8 heures ».

(Viollet)

E 1^{er} MAI...

N 1906

leur maison. J'en vois encore deux ou trois, rasant les murs, courant la tête entre leurs mains, poursuivis ou coincés et arrêtés dans des embrasures de porte, et non pas battus, mais couverts de boue et de crachats. Le soir, il y eut un meeting sous les halles et puisqu'il n'y avait pas eu de sang versé, on se félicita de la victoire ; mais la ville était pleine de douleur et de honte, et chacun chez soi pleurait. Le lendemain jeudi, il n'y eut plus que trois cents entrées, et les patrons refermèrent leurs usines.

Les messieurs à gibus et à nom, les ministres de Paris commencèrent de dire que « la situation était révolutionnaire ». Elle l'était parce que la blessure était désormais ouverte, parce que cette offense secrète qu'il y a au fond du cœur de tout homme qui gagne mal sa vie et celle des siens avait été réveillée et parce qu'on avait fait en sorte que les ouvriers de la petite ville ne puissent plus que se méfier les uns des autres et se mépriser... La municipalité démissionna. Le préfet prit la direction du service d'ordre et le renforça. On vécut au milieu des gendarmes...

La Chambre des Députés nomma une commission chargée d'enquêter et de proposer sa médiation. Le 17 janvier, les deux syndicats signèrent une sorte de convention : dans chaque usine, le patron, assisté d'un délégué du syndicat patronal, et le représentant choisi par les ouvriers de chaque spécialité, assisté d'un délégué du syndicat ouvrier, devaient examiner les tarifs des diverses spécialités et, les tarifs fixés, le travail reprendrait. Les débats durèrent deux semaines. Le dimanche 10 février après-midi, en plein milieu de la ville, des jaunes et rouges se chamaillaient. Un rouge fut tué d'un coup de revolver. Mais on devait rentrer le lendemain matin à 7 heures ; et chacun ne pensait plus qu'à cela. Cet ouvrier qui donna sa vie à la grève, quand tout était fini, quand cela ne servait plus de rien, s'appelait Morice. Je n'ai pas retrouvé son prénom. Le travail reprit après quatre-vingt-dix-huit jours.

(1) Grasset, éditeur.

Premier Mai 37 : des millions d'hommes et de femmes clament leur foi en la victoire du socialisme. Mais une fois encore se dessine le spectre de la guerre.

Arrive le régime vichyste qui lui aussi s'accapare le Premier Mai : c'est d'ailleurs le jour de la Saint-Philippe ! Un Premier Mai dont les leaders s'appellent Déat et Doriot... Bientôt, la série des grands « Premier Mai » est renouée : c'est la Libération et le Tripartisme. Pourtant, la division des forces de gauche, la légalisation du chômage, la nouvelle scission syndicale ne tardent pas à brouiller le visage révolutionnaire de la journée. La fête du muguet remplace l'affirmation de classe. En devenant une fête officielle et conformiste, la kermesse petite bourgeoise qu'on connaît depuis quelques années, le Premier Mai tend à tomber au niveau de la Pentecôte, à se dégrader comme le 14 Juillet. Le pouvoir bourgeois a voulu émasculer le Premier Mai en se l'assimilant. Il faut bien dire qu'il a partiellement réussi.

“L'ordre social, ô patrons...”

Mais aujourd'hui, en 1961, nous autres socialistes avons des occasions précises de redonner au Premier Mai son sens réel, celui du combat prolétarien international.

Le Premier Mai n'est-il pas l'occasion d'affirmer la solidarité des travailleurs français avec leurs frères algériens en lutte contre l'impérialisme ? Nul ne peut nier en effet l'aspect révolutionnaire de la guerre d'Algérie et le changement fondamental de structures auquel aboutira l'indépendance.

Ce Premier Mai n'est-il pas également, après les événements que nous venons de vivre, l'occasion de réaffirmer que la classe ouvrière de France n'acceptera jamais le fascisme et la dictature militaire. « On croit mort le Premier Mai, écrit encore Dommanget, et il n'est que replié sur lui-même... Il y a quelque chose d'irréductible et de permanent dans le Premier Mai ».

Non, le Premier Mai 1961 ne doit pas être un Premier Mai comme les autres. Octave Mirbeau disait, alors que le Premier Mai avait cinq ans (1894) : « Pour qui réfléchit, pour qui

ose entrevoir l'avenir, le Premier Mai est destiné à devenir, une année ou l'autre, une date primordiale ».

Que cette année, l'églantine, fleur symbolique du prolétariat, se mêle au muguet, la Fête du Travail domine celle des fleurs printanières. Alors nous pourrons nous sentir le droit de reprendre le chant de nos aînés, ces

paroles de « La Marche du Premier Mai ».

« L'ordre social, ô patrons
A vu d'autres métamorphoses !
Nous les voulons, nous les aurons
Les « trois huit... et bien d'autres
choses ».

Jean-Pierre BIONDI

Le billet de Jean BINOT :

Tels qu'en eux-mêmes

«...**P**OSSEDENT un savoir-faire expéditif et limité. Mais ils ne voient et ne comprennent la nation et le monde que déformés à travers leur frénésie. »

Cette appréciation, cette définition des militaires de métier, et du plus haut grade, prononcée dimanche soir par M. le président de la République, nul civil, je crois bien, n'en a jamais énoncé de plus sévère et de plus achevée. A l'avenir il ne sera point nécessaire d'en forcer le sens pour lui faire dire davantage : elle dit tout et le dit avec une sorte de perfection. Le « savoir-faire expéditif et limité », la « frénésie » que suscite l'ivresse de l'autorité, ficelée d'or ou parsemée d'étoiles, c'est en effet ce que le citoyen redouta toujours du militaire ; c'est de cela que la démocratie, que la République a toujours pâti.

Mais les heures anxieuses que traverse le pays n'interdisent point la réflexion, même rétrospective. Comment oublier que le plus illustre de ceux qui forment le « quarteron » se vit naguère décerner le titre de féal ? Comment ne pas méditer sur le fait que ces « expéditifs », que ces frénétiques ont vu depuis trois ans leurs uniformes constellés d'étoiles et de décorations à ne savoir où les mettre ? Il est vrai, hélas ! hélas ! hélas ! que ces nantis ne s'interdisaient pas pour autant de répéter à l'adresse de leur bienfaiteur la faneuse question « Qui t'a fait roi ? », car leur frénésie n'exclut point le cynisme.

Tandis que le peuple des petites gens, des étudiants et des travailleurs, qui n'attend ni promotions ni distinctions mirifiques, a, d'instinct, fait taire son juste ressentiment pour se dresser contre ce nouveau coup d'Etat. M. le premier ministre écrivait-il encore au grand patronat pour lui représenter que quatre pour cent d'augmentation c'est, à coup sûr, un maximum ? Et le nommé Frey, ministre intérimaire de l'Intérieur, en écoutant les messages en code que diffuse Radio Alger, voudra-t-il se souvenir que, trois ans plus tôt, il était là-bas l'insurgé de service ?

Un regret, pour conclure : pourquoi, lorsqu'il stigmatise un « quarteron de généraux en retraite », M. le président de la République éprouve-t-il le besoin de s'habiller comme eux ? A la République en dolman, le bon sens, la sagesse — et la légitimité — préfèrent la République en veston.

DÉJÀ L'ARTICLE 16

« L'Humanité » et « Libération » ont été saisis jeudi matin et l'un d'eux a paru avec des « blancs ». Décision à la fois ridicule et odieuse. Le prétexte est la publication d'un commentaire du P.C., diffusé par l'A.F.P. et dont quelques journaux avaient déjà reproduit les extraits.

Le « pouvoir » affirme que, mal-

gré les pouvoirs exceptionnels, la censure n'a pas été établie et que la liberté de la presse est respectée. Nous protestons contre cette hypocrisie et, plus encore, contre l'inquiétante signification de telles mesures. Le gouvernement et le général de Gaulle seraient mieux inspirés de diriger leurs coups d'un autre côté.

peuple a pris la barre...

vince...

manifestations : P.C., P.S.U., S.F.I.O., radicaux, Mouvement de la Paix, L.D.H., A.R.A.C., Fédération des œuvres laïques, etc...

MEURTHE-ET-MOSELLE

Un Comité républicain antifasciste pour la Paix en Algérie, formé samedi, groupe actuellement 18 organisations dont le P.C., le P.S.U., les radicaux, la S.F.I.O., les syndicats, l'U.N.E.F., etc... le mot d'ordre de grève était suivi à 100 %.

Les mines ont débrayé durant 24 heures. Une manifestation monstre s'est dérou-

brées municipales se sont jointes aux manifestations. Les unions départementales de la C.G.T.-F.O. n'ont pas craint, souvent, de rencontrer les délégués C.G.T. pour décider avec eux des actions communes, permettant ainsi de réaliser dans de nombreux départements l'unité syndicale la plus complète. Au plan politique, Radicaux, S.F.I.O. et P.C. se sont réunis autour du P.S.U. pour donner le maximum de puissance à la riposte populaire.

Si, devant la menace fasciste, l'unité syndicale et politique la plus large possible n'a pu se réaliser sur le plan national, où les exclusives des états-majors prennent encore le pas sur les enseignements pourtant accablants des dernières années, du moins, s'est-elle effectuée la plupart du temps à l'échelle du département, de la ville ou de la commune, répondant ainsi aux vœux des masses populaires. Là, on a su faire face aux nécessités du moment et reléguer au rang des accessoires les vieilles querelles dépassées et paralysantes. L'exemple ainsi donné est valable pour l'avenir et dans d'autres domaines.

lée à NANCY, à laquelle s'était jointe l'Union des Commerçants.

● A VILLERUPT : journée de grève pour les mineurs, métallos, commerçants et bâtiments ; meeting antifasciste de 3.000 personnes soutenu par la municipalité.

NORD

350.000 grévistes (80 % des mineurs, métallurgie, chimie, textile, dockers). Des meetings se sont tenus dans toutes les localités. La fédération du P.S.U. a pris l'initiative de nombreuses réunions, diffusé des tracts et lancé un appel au Maire proposant l'organisation d'une grande manifestation de masse à Lille.

OISE

Un comité Départemental de la Paix en Algérie et de la lutte antifasciste s'est constitué avec : C.G.T., C.F.T.C., S.N.I., F.E.N., F.O., S.N.E.S., S.N.E.T., P.S.U., P.C., radicaux, Mouvement de la Paix, A.R.A.C., L.D.H., etc... De nombreux meetings et manifestations se sont tenus dans tout le département : CREIL (3.000), MONTATAIRE (1.000), BEAUVAIS (3.000), COMPIEGNE (400), CLERMONT (600), etc...

ORNE

Un appel commun a été diffusé dans tout le département avec les signataires des organisations suivantes : C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., S.N.E.S., S.G.E.N., S.N.I., F.N.D.I.R.P., P.C., P.S.U., L.D.H., Mouvement de la Paix.

PAS-DE-CALAIS

Dans de très nombreux endroits, les mineurs ont fait grève durant 24 heures (GRENAY, LOOS, LENS, MERICOURT, BRUEY, LIEVIN, HENIN-LIETARD, etc).

Métallurgie, produits chimiques, etc... ont participé en masse au mouvement.

PUY-DE-DOME

● CLERMONT-FERRAND : Un meeting et une manifestation ont eu lieu à l'appel des Syndicats, du P.C. et du P.S.U. Il y avait 13.500 grévistes aux usines Michelin. De 17 à 18 h. la ville a été totalement paralysée.

● MAURIAC : Une résolution commune a été présentée au Maire par le Comité de Défense républicaine regroupant la F.E.N., S.N.I., S.G.E.N., C.G.T., P.C., P.S.U., S.F.I.O., Radicaux et diverses personnalités.

RHONE

Dans tout le département près de 100 % des travailleurs ont répondu à l'appel des syndicats, du P.C. et du P.S.U. On estime à 300.000 le nombre de participants au mouvement. Un meeting important groupant plus de 10.000 personnes s'est tenu à LYON à la Bourse du Travail.

D'autres manifestations à GIVORS, OULLINS, VENISSIEUX groupant 10.000 personnes. Cadres, ingénieurs, agents de maîtrise ont participé au débrayage (90 % des ingénieurs Rhône-Poulenc).

La métallurgie a débrayé à 98 % et les produits chimiques à 100 %.

A VILLEFRANCHE-sur-SAONE, un comité antifasciste s'est constitué groupant les organisations suivantes : P.C., P.S.U.,

S.F.I.O., M.R.P., et les trois syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.O., etc...

SAONE-ET-LOIRE

● MACON : Plus de 2.500 personnes se sont réunies à la Maison du Peuple à l'appel d'un Centre de coordination groupant 17 organisations, parmi lesquelles : Radicaux, S.F.I.O., P.S.U., P.C., C.G.T., S.N.I., F.E.N., L.D.H., Eclaireurs de France, etc...

SAVOIE

Un Comité Départemental de Vigilance anti-fasciste s'est constitué avec : C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.E.N., L.D.H., S.F.I.O., M.R.P., Radicaux, P.C., P.S.U., U.D.T., U.N.E.F., Mouvement de la Paix, A.R.A.C., etc...

● A CHAMBERY à l'issue du débrayage, une manifestation s'est déroulée groupant plus de 6.000 personnes qui ont défilé jusqu'à la Préfecture.

SEINE-MARITIME

● AU HAVRE, 10.000 manifestants groupés en un meeting central, et le même nombre à ROUEN, ont répondu à un appel commun du P.S.U., P.C., F.E.N., C.G.T., C.F.T.C., U.N.E.F.

Des appels ont été lancés sur tous les navires en partance de ne pas exécuter les ordres qui pourraient être donnés par les factieux.

TARN

Appel commun de la C.G.T., F.E.N., P.S.U., P.C.

TARN-ET-GARONNE

● MONTAUBAN : Toutes les organisations syndicales y compris la C.G.A. et tous les partis politiques du P.C. au M.R.P. ont signé un manifeste commun.

VAR

● TOULON : 50.000 personnes se sont réunies place de la Liberté.



(Keystone)

HAUTE-VIENNE

● LIMOGES : A l'appel du Comité anti-fasciste, qui groupe C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., S.N.E.S., S.G.E.N., U.N.E.F., P.C., P.S.U., L.D.H., Mouvement de la Paix, Fédération des Anciens d'Algérie, Association des Anciens Combattants de la Résistance, A.R.A.C., etc..., 20.000 personnes ont manifesté. La Fédération S.F.I.O., la C.G.T.-F.O., le Conseil municipal et le Conseil général sont venus se joindre au mouvement.

...et dans la région parisienne

A PARIS

C'EST dans la cour de la gare de Lyon que 2.500 cheminots se sont retrouvés.

Par ailleurs, c'est dans le hall de la Banque de France que se tint un meeting tandis que plus de 1.000 fonctionnaires se réunissaient dans la cour du Ministère de l'Air.

Dans des milliers d'entreprises, usines, bureaux : cadres, ouvriers et employés répondirent au mot d'ordre de grève.

Dans un grand nombre d'entreprises, d'assurances et de banques, dans les Caisses de Sécurité Sociale, dans les grands magasins et maisons de commerce, les débrayages atteignirent 90 à 100 %.

Sur les grands boulevards, le Comité Intersyndical du Livre parisien, associé aux employés du Comptoir National d'Escompte, d'Air France et des Postes manifestèrent côte à côte.

De 17 à 18 heures métros et autobus s'arrêtèrent tandis que dans les gares parisiennes aucun train ne prit le départ et que des manifestations se déroulaient.

Les fonctionnaires, réalisant un puissant mouvement unitaire, arrêtèrent le travail : Anciens combattants, Finances, Caisses des Dépôts, Contributions, Education Nationale, Industrie et Commerce, etc...

Au Palais de Justice, avocats, magistrats du Siège et du Parquet, avoués, huissiers, greffiers et personnel du Palais répondirent à l'appel du « Comité de Vigilance des juristes républicains ».

Dans les théâtres, un arrêt de travail symbolique fut observé à l'appel du Syndicat National des acteurs.

Enfin, l'ensemble du personnel de la R.T.F. répondant aux organisations syndicales cessèrent le travail de 17 à 18 h.

UNITÉ D'ACTION AU QUARTIER LATIN

Aux cris de « Unité d'action », « la paix en Algérie », « A bas le fascisme », étudiants, professeurs de toutes organisations occupèrent spontanément, dès 18 heures 30, le Quartier Latin et se rendirent à la Bourse du Travail.

Cependant, 2.000 étudiants avaient tenu, à midi, un meeting à la Sorbonne, près d'un millier à la Faculté de Médecine, à l'appel du Comité Universitaire de Défense de la République, de la F.E.N., du S.G.E.N., du Syndicat C.G.T. des chercheurs et de l'Union des travailleurs scientifiques.

SEINE-ET-OISE

En Seine-et-Oise de nombreuses manifestations se sont déroulées : à ARGENTEUIL des débrayages ont eu lieu dans presque toutes les entreprises, 7.000 personnes manifestèrent ; à MASSY : 5.000 grévistes, 1.000 à TRAPPES, 2.500 à CORBEIL, A VERSAILLES 1.000 mani-

festants se retrouvèrent ; un meeting groupa 1.000 travailleurs à NEUILLY-SUR-MARNE. A l'appel des syndicats C.G.T., autonomes et indépendants l'usine Simeca à POISSY cessa le travail tandis qu'à la Faculté d'ORSAY un défilé réunissait un millier de personnes à l'appel d'un Comité groupant 12 organisations.

BANLIEUE PARISIENNE

Dans toutes les localités de la banlieue parisienne, des milliers et des milliers de travailleurs ont manifesté avec la C.F.T.C., le S.N.I. et la C.G.T., appelés par les Comités antifascistes.

● A SAINT-DENIS, 15.000 travailleurs répondirent à cet appel, 10.000 à MONTREUIL, 3.000 à CHOISY-LE-ROI, etc...

● A GENNEVILLIERS : Dès 16 heures, la plupart des usines avaient débrayé, 95 % chez Chausson, 98 % à la S.K.F., 100 % à Air-Azur et aux Carbone Lorraine. Une dizaine de milliers de travailleurs se sont retrouvés au meeting où se mêlaient des militants syndicalistes de toutes les organisations.

● A AULNAY-SOUS-BOIS, 13 organisations ont constitué un Comité de Vigilance et de Défense des libertés républicaines.

● A PIERREFITTE, P.C., S.F.I.O., P.S.U., C.G.T. Mouvement de la Paix et organisations démocratiques et culturelles décidèrent en commun l'organisation d'un meeting.



Unité d'action au Quartier Latin. On a su faire face aux nécessités du moment.

(Rouyer - Libération)

L'ARMÉE DANS LA NATION

« La sécurité du monde occidental impose à la France la permanence en Algérie. Ce que représente l'Algérie n'est qu'une bataille dans l'immense conflit où se débat aujourd'hui le monde libre. Abandonner du terrain à l'Est. L'avenir bataille, c'est-à-dire reculer et abandonner du terrain à l'Est. L'avenir de toute l'Europe occidentale et de sa civilisation s'y joue. »

QUAND le général Maurice Challe faisait cette déclaration au journal franquiste *La Vanguardia*, il n'était pas encore un rebelle « parjure à son devoir », mais le commandant en chef des forces françaises en Algérie, l'homme de confiance du général de Gaulle. C'était au printemps de 1959, époque où le successeur du général Salan, comme avant lui Robert Lacoste, affirmait publiquement sur un ton péremptoire que la victoire militaire était une question de mois. Déjà le général Challe reprenait les thèmes principaux des défenseurs de l'Algérie française, des maniaques de « la guerre subversive », des colonels du V^e Bureau.

L'insurrection militaire du 22 avril 1961, beaucoup plus grave en fait que les émeutes de janvier 1960, apparaît ainsi ce qu'elle est véritablement, la conséquence logique du 13 mai 1958 et, plus profondément encore, l'aboutissement prévisible de la politique poursuivie depuis près de cinq ans avec obstination par un groupe d'officiers supérieurs et généraux. Le caractère principal du soulèvement déclenché par les généraux Challe et Zeller est en effet qu'il se rattache directement, non pas aux « complots » des activistes civils d'Alger, d'Oran ou de Paris, mais à l'action plus secrète et plus efficace des réseaux strictement militaires. Cette fois, à cet égard, la situation est beaucoup plus claire qu'en mai 1958 ou en janvier 1960. La fiction de « l'Armée arbitre », de « l'Armée s'interposant entre le Pouvoir et les émeutiers » a disparu. C'est « l'Armée » elle-même qui tente le coup de force, c'est « l'Armée » qui déclenche la guerre civile.

Il faut répondre à la question principale : quelle Armée ?

Les hommes qui viennent de déclencher en Algérie un mouvement de type franquiste appartiennent à deux catégories très différentes. Les uns sont des généraux « traditionnels », connus depuis longtemps pour leurs opinions politiques réactionnaires, mais qui représentent en un certain sens l'armée classique. Les autres sont des colonels ou des commandants de la jeune génération, et parmi eux on retrouve quelques-uns des principaux « théoriciens » de « la guerre subversive » et de « l'action psychologique ». Dans une large mesure on peut considérer que ce sont ces officiers ultras de la « jeune armée » qui ont entraîné les généraux factieux, qui leur ont fourni leur idéologie, leurs méthodes, les cadres de combat.

Raoul Salan, général d'armée, soixante-deux ans, ancien officier des services de renseignements, a été le plus politicien des généraux factieux. Il a toujours su, tout au long de sa carrière discerner dans les cas difficiles le camp des futurs vainqueurs et s'y ranger quand le succès apparaissait acquis. En 1938, Georges Mandel, ministre des Colonies, lui confia la direction du 2^e Bureau, de ce qu'on appela à cette date « l'Etat-major impérial ». Salan est alors capitaine. Il devient l'homme de confiance du général Bohrer, collaborateur le plus proche de Mandel. Mais deux ans plus tard, il se rallie au régime de Vichy, et se retrouve chef du 2^e Bureau des forces stationnées en Afrique Occidentale Française, ce qui fait de lui le conseiller du gouverneur de Boisson, l'homme qui, en septembre 1940, fait ouvrir le feu sur les Français libres et empêche le ralliement de Dakar. En 1942, nouvelle évolution. Les Américains et les Anglais débarquent en Afrique du Nord, installent au pouvoir Darlan, puis le général Giraud. Le commandant Raoul Salan se rallie aussitôt et joue un rôle déterminant dans le ralliement de Boisson et des vichystes d'A.O.F. Promu colonel, il participe au débarquement de Provence. Il reçoit le commandement de la 14^e Division d'Infanterie, il est général de brigade. De Latre, qui l'apprécie pour son courage physique et surtout pour son intelligence froide, écrit de lui : « Ne provoque pas les situations, mais les voit venir et est capable alors de les saisir avec une vigueur extraordinaire et pour ne plus lâcher prise. » Tout Salan est défini en ces quelques mots. Il est bien celui que, pour

ses habitudes de ruse autant que pour ses longs séjours en Extrême-Orient, ses collaborateurs autant que ses adversaires ont surnommé « Le Chinois ». De 1945 à 1953, il ne quitte presque pas l'Indochine. Il est au premier plan un des hommes dont le nom est inséparable des huit années de la plus insensée des guerres coloniales.

Commissaire de la République pour le Nord-Vietnam, il succède à de Latre en 1951 comme commandant en chef du corps expéditionnaire. Le 13 novembre 1956, il devient commandant de la 10^e Région militaire (Algérie) et commandant supérieur en Algérie. A cette date, les ultras civils d'Algérie le tiennent pour suspect de « libéralisme ». C'est l'attentat au ba-zooka, dirigé, le 17 janvier 1957, contre les bureaux du commandement. Salan y échappe, un de ses collaborateurs, le commandant Rodier, est tué. Le principal responsable, Kovacs, court toujours. Salan, lui, tient compte de l'avertissement. Non qu'il ait peur, mais il mesure soudain quelle force réelle, quelle dangereuse possibilité révèle l'attentat — révèle surtout les complicités multiples dont disposent les assassins et leur impunité. Il garde ses distances, mais il s'informe des activistes, des groupes qui complotent, presque au grand jour. Après le 13 mai, il se

vient de prendre sa retraite et de s'installer à Alger, il condamne publiquement la politique d'autodétermination. Rappelé à Paris, il passe en Espagne au mois de novembre, accompagné du capitaine Ferrandi, officier parachutiste. Il s'installe à Madrid, attend son heure, calcule. Cette fois-ci, il joue le tout pour le tout. Il rejoint Alger. Il a choisi la guerre civile.

Le général André Zeller, moins connu, a joué lui aussi un rôle important au cours des dix dernières années, mais sur un autre plan. Il s'est attaché toujours à peupler les états-majors et les postes de commandement d'officiers de son bord, acquis à la thèse de l'Algérie française et de la guerre subversive. Dès 1955, il met son autorité au service de ce groupe d'officiers ultras. Il est alors chef d'état-major de l'Armée de terre. L'un des premiers dans les rangs de « la haute armée », il se dit convaincu par les analyses et les théories des officiers rapatriés d'Indochine, qui croient avoir découvert la guerre révolutionnaire et compris Mao Tsé Toung.

Dès le mois de février 1956, il s'oppose à Max Lejeune, secrétaire d'Etat à la Guerre, qui refuse de le suivre sur ce terrain. Le général Zeller démissionne alors et devient le porte-parole des officiers activistes. Il est rappelé à l'activité après le 13 mai



Maurice CHALLE, féal, et Raoul SALAN, féal.

dent d'honneur du Rassemblement national des Français rapatriés d'Afrique du Nord, mouvement dont les activités en France ont servi de relais et de couverture à de nombreux activistes. Etabli en Algérie depuis la fin de 1960, il était resté en liaison avec les officiers ultras mutés en France. et avec les réseaux clandestins d'Afrique du Nord. A plusieurs reprises les quelques hauts fonctionnaires « libéraux » de la Délégation générale avaient demandé son expulsion d'Algérie. Paris n'avait pas osé...

Cependant, le fait le plus grave n'était pas la présence à Alger de Salan, de Zeller, de Jouhaud. Même si les uns et les autres avaient des complices et des fidèles dans certaines unités ou dans certains états-majors, aucun n'avait la popularité, l'autorité, l'énergie de Challe. L'ancien commandant en chef du secteur Centre-Europe de l'OTAN, qui avait demandé à la fin du mois de janvier dernier, un peu après le procès des barricades, sa mise à la retraite anticipée, est considéré dans l'armée, même par les officiers républicains, comme un homme redoutable, méthodique, qui n'abandonne rien à l'improvisation. Le coup d'Alger est en grande partie son œuvre, son entreprise personnelle. Salan, Zeller, Jouhaud lui servaient pour ainsi dire de couverture, de caution vis-à-vis du reste des généraux et des officiers. En les ayant à ses côtés, il pouvait montrer qu'il n'agissait pas pour son compte, mais que « l'Armée » en tant que corps le suivait.

Dans ce soulèvement, c'est Challe l'élément décisif. Il assurait, par son âge, son passé, son long séjour en Algérie, la position entre les cadres traditionnels et les officiers de « la guerre révolutionnaire ». Il était la liaison organique de Salan, du général Gardy, ancien inspecteur général de la Légion étrangère, et du colonel Argould, ancien chef d'état-major du Corps d'armée d'Alger, du colonel Gardes, l'homme du 5^e Bureau, d'Ortiz et des barricades, du colonel Godard, l'ancien directeur de la Sûreté à Alger, l'homme de Massu, l'homme de « la bataille d'Alger » en 1957.

Ce qui s'est passé en Algérie est donc le terme ultime d'une conspiration militaire d'un type particulier et nouveau en France. Pour la première fois dans son histoire, ses officiers les plus gradés et les plus honorés, nantis des plus hautes responsabilités militaires, ont tenté de s'assurer directement le contrôle du Pouvoir. La réussite technique de la première phase de l'opération — qui n'est pas contestable, quoique assez limitée — apparaît en effet due, en grande partie, au fait que les éléments activistes civils n'ont joué aucun rôle et, sans doute, n'y avaient aucune part. Ces officiers « politiques » ont opéré — dans l'immédiat — pour leur propre compte. Ils ont délibérément brisé le mythe de « l'unité de l'armée » utilisé encore en janvier 1960. Par leur action, ils auraient, consciemment ou non, déclenché la guerre civile. Car c'est bien une guerre civile qui aurait suivi, opposant peut-être deux parties de l'armée et deux parties de la nation.

L'écrasement du mouvement insurrectionnel doit aboutir à la dislocation effective des unités de mercenaires parachutistes et légionnaires, à une refonte complète du corps des officiers et à une révision du rôle et des pouvoirs de l'armée au sein de la nation.



« Toi aussi, mon fils... »

(A.D.P.)

retrouvera lui le général « bradeur », au balcon du Gouvernement Général, acclamé par les voyous de Lagailarde et de Martel, par les hommes des Unités territoriales, par les gens qui un an plus tôt avaient voulu le tuer. Il choisit l'Algérie française et il lance le 15 mai, l'appel à de Gaulle. Le 9 juin, il devient délégué général du gouvernement gaulliste en Algérie. Il organise le referendum truqué du 28 septembre. A ce moment, son pouvoir semble immense, il a « l'Armée d'Algérie » à ses ordres et cette armée « quadrille », « encadre », « ratisse » l'Algérie. De Gaulle s'en inquiète et Salan est nommé inspecteur général de la Défense, poste prestigieux sur le papier, mais qui ne comporte aucune attribution définie. Dès lors, il s'engage dans l'opposition, d'abord à sa manière, discrète et furtive, puis ouverte. Pendant l'émeute du 24 janvier, il se garde de prendre position. Mais, en septembre 1960, alors qu'il

1958 et redevient chef d'état-major de l'Armée de terre. Il soutient à la fois la politique d'intégration et la tentation des officiers du 5^e Bureau qui rêvent de « quadriller » la France, comme l'Algérie, de « mettre en condition » la population française. Atteint par la limite d'âge en décembre 1958, il est maintenu en activité jusqu'au mois d'octobre 1959. Depuis sa retraite, il reste un des éléments les plus actifs du groupe des généraux activistes. Il est en contact permanent avec Jouhaud, Massu, Salan. Il est le plus caractéristique des cadres traditionnels rattachés à « la jeune armée ».

Autre membre du groupe des généraux du 13 mai, Edmond Jouhaud, cinquante-six ans, ancien commandant en chef des forces aériennes en Algérie, ancien adjoint opérationnel du général Salan, vice-président en mai 1958, du Comité de Salut Public Algérie-Sahara, prit sa retraite anticipée en octobre 1960. Il devint prési-